le monde, et surtout les Canadiens, par son refus de laisser ériger de nouvelles paroisses.

Ses deux successeurs immédiats, Milnes et Craig, n'eurent pas le main plus heureuse.

Le premier prit possession des biens des Jésuites au nom de la couronne, et fonda l'Institution Royale, dont le but était d'anglifier les Canadiens. Ils flairèrent le piège, et les écoles restèrent désertes.

Le second, vrai type des anciens geôliers, apprit à ses dépens que les triomphes de la violence brutale ne sont pas de longue durée. Après s'être entêté contre la loi qui déclarait les juges inhabiles à siéger dans l'assemblée législative et avoir fait acte de tyrannie, il reçue ordre de l'Angleterre, en 1811, de sanctionner cette loi. Non content de cette humiliation, il s'en ménagea une autre peu après, en voulant faire donner au roi la nomination aux cures dans les paroisses. Il chercha à séduire et à effrayer Mgr Plessis, mais il ne tarda pas à se convaincre que la fermeté énergique de ce prélat lui préparait une nouvelle défaite s'il s'obstinait davantage.

Le pouvoir civil et le pouvoir religieux venaient donc encore de remporter deux victoires importantes, avec leurs armes habituelles.

Telle était la situation à l'arrivée du gouverneur Prévost, quelques mois avant la guerre de 1812.

Homme à vues larges, prudent et conciliant, Prévost s'appliqua à calmer les animosités suscitées par son prédécesseur. Il nomma à des positions importantes plusieurs canadiens victimes du despotisme de Craig, et Mgr Plessis profita de ses bienveillantes dispositions pour préparer la reconnaissance officielle de son titre d'évêque de Québec.

Aussi, lorsque la guerre de 1812 éclata, toute la population se leva pour repousser l'invasion.

Les Chambres votèrent sans discussion les sommes demandées pour la défense du pays; les milices canadiennes se dirigèrent de toutes parts vers la frontière, et, en 1814, l'invasion américaine était complètement refoulée.

La guerre de 1812 à peine terminée, Prévost fut rappelé, emportant avec lui l'estime et l'amour des Canadiens, qui lui présentèrent les adresses les plus flatteuses, lors de son départ.

Il avait été dénoncé par le parti anglais protestant, toujours